NON AUX REFORMES DARCOS... EXIGEONS UN AUTRE AVENIR POUR L'ECOLE PUBLIQUE ET POUR L'EDUCATION DE NOS ENFANTS !

Rentrée 2009 : **13 500 suppressions de postes** et 20 000 élèves en plus !!!

Des jardins d'éveil à la place de l'**école maternelle** ?...

Aide personnalisée 24 h au lieu de 26 soit une année supprimée dans la scolarité !

Suppression de 3000 postes en **RASED** : que deviennent les élèves en difficulté ?

Suppression des **IUFM** et de la 2ème année de formation rémunérée

Désengagement de l'état

Ce désengagement est contraire à la notion même de service public qui veut que l'Etat soit le garant de la qualité du service sur tout le territoire et pour tous les citoyens

Ce désengagement s'opère au « bénéfice » :

- des collectivités territoriales sans que les transferts de moyens soient assurés
- du secteur privé qui n'attend que cela pour réaliser des profits

Mise en concurrence des établissements

La formation des élèves est ainsi assimilée à une marchandise, les parents à des clients et l'école à une entreprise.

Le marché, jeu de l'offre et de la demande, se substitue à l'Etat pour réguler les ouvertures et fermetures d'écoles : c'est la fin du service public d'éducation... ...service public qui redistribue un peu d'égalité dans une société de plus en plus à deux vitesses...

Suppression progressive de la **carte scolaire**

Evaluations CE1 et CM2 : publication des résultats et évaluation des performances !!!

Mise en place des **EPEP** avec un super-directeur

Mise au pas des enseignants

Le libéralisme s'invite à l'école...

Le même libéralisme qui, appliqué aux marchés financiers, nous a plongé dans la crise catastrophique que nous connaissons aujourd'hui...

Le même libéralisme qui, en France et partout dans le monde depuis 30 ans, détruit les services publics, « fabrique » de la pauvreté et de l'exclusion.

Le libéralisme qui veut aujourd'hui nous faire troquer nos valeurs républicaines d'égalité, de solidarité, de fraternité contre de nouvelles valeurs : individualisme, appât du gain, compétition, loi du plus fort.

Techniques de management du privé, méritocratie et clientélisme, **individualisation** des salaires et des carrières (primes, inspections, rapports hiérarchiques, répression...)

Service minimum d'accueil et remise en cause des droits syndicaux

Agence nationale du remplacement : des gens sous-payés et non titulaires corvéables à merci

PARENTS ET ENSEIGNANTS , MOBILISONS-NOUS !